

La Slovénie s'insurge, la Bulgarie gronde

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 24 AVRIL 2013

Par Laurent Geslin, en Slovénie et en Bulgarie.

« *Le pouvoir au peuple* », « *fini les spoliations* », « *Bruxelles sans la dictature du capital* » ! Samedi 9 mars, une pluie fine s'abat sur Ljubljana, achevant de faire disparaître les dernières traces de neige de l'hiver. Pas de quoi décourager les quelques milliers de personnes qui battent le pavé dans le centre de la capitale slovène. « *Je suis venu pour soutenir de nouvelles idées, plus d'écologie, moins de corruption et des élections anticipées* », explique Andrej, la trentaine. Depuis le mois de novembre et pendant tout l'hiver, les manifestations se sont enchaînées dans ce petit pays indépendant depuis 1991, après la dislocation de la Yougoslavie. Pourtant, aucun parti politique, aucun syndicat n'est représenté dans ces rassemblements spontanés, relayés par les réseaux sociaux. « *Les Slovènes sont les premiers surpris par cette "insurrection citoyenne"*, assure le journaliste Borut Mekina, *ils sont étonnés de se voir dans les rues, mais ils ont pris conscience qu'ils peuvent changer la société.* »



Manifestation à Ljubljana le 3 décembre 2012. © dr

Peu coutumière des conflits sociaux, membre de l'Union européenne depuis 2004, la Slovénie a longtemps fait figure de « bon élève » de l'Europe, affichant, tout au long des années 1990, des taux de

croissance avantageux. Mais la crise économique de 2008 a plongé le pays dans la récession (-2,2 % en 2012), le taux de chômage s'est envolé (12 %), surtout chez les jeunes actifs, même si la dette publique ne dépasse pas 44 % du Produit intérieur brut (PIB), contre une moyenne de 87 % dans les pays de la Zone euro, et que l'inflation annuelle est inférieure à 3 %.

« *Les grandes entreprises slovènes n'ont jamais fait l'effort d'investir dans l'innovation technologique, seule solution pour résister à la concurrence internationale*, soutient Goran Luki#, secrétaire général de l'Association des syndicats libres de Slovénie (ZSSS), *et le gouvernement a taillé dans les budgets de l'éducation, si bien que la descente aux enfers de l'économie slovène est loin d'être terminée.* » L'intégration du pays à l'Union européenne en 2004 aurait pu permettre d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises slovènes, mais, selon le syndicaliste, la politique libérale de Bruxelles a surtout conduit à la « spécialisation » des économies les plus fragiles. « *Notre pays est devenu le sous-traitant des entreprises allemandes et autrichiennes, quand l'économie ralentit, les commandes s'effondrent. Sous la Yougoslavie, nous avions un marché "naturel" de 20 millions d'habitants, mais après l'éclatement, durant les années 1990, les entreprises étrangères se sont implantées partout, nous nous sommes fait devancer.* »

Pour remédier à la crise, le premier ministre, Janez Janša, a durant un an mené de drastiques politiques d'austérité : diminution de 10 % du salaire des fonctionnaires, coupes dans le budget des hôpitaux, des crèches et des universités, etc. Des réformes qui ont du mal à passer, alors même que Janez Janša, et la principale figure de l'opposition, le maire de Ljubljana Zoran Jankovi#, sont soupçonnés par la Commission pour la prévention de la corruption d'avoir omis de déclarer plusieurs centaines de milliers d'euros de revenus. « *La classe politique au pouvoir depuis vingt ans est totalement discréditée*, martèle Damjan Mandelc, professeur de sociologie à l'université de Ljubljana. *40 % de l'économie du pays est encore*

dirigée par l'État. À chaque alternance, les politiciens se contentent de placer leurs proches à la tête des grands groupes du pays. »

Après Chypre, la Slovaquie ?



Alenka Bratušek, nouveau premier ministre slovène. © dr

Déjà fragilisée par la contestation populaire, la coalition gouvernementale n'a pas résisté au scandale et Janez Janša a été démis de ses fonctions fin février. Alenka Bratušek, le nouveau premier ministre, membre du parti Slovaquie positive du maire de Ljubljana, a déclaré vouloir mettre en œuvre de grands travaux d'infrastructures pour relancer l'économie. Pour l'heure, elle va surtout devoir sortir la Slovaquie de la crise bancaire qui menace de l'emporter.

Selon certaines rumeurs, après Chypre, le pays pourrait être le prochain État sur la liste des membres de la Zone euro à nécessiter un sauvetage financier, en raison d'un secteur bancaire gorgé d'actifs toxiques. Le montant des créances douteuses détenues par les établissements slovènes atteindrait 7 milliards d'euros selon le Fonds monétaire international (FMI), soit 20 % du PIB. Un milliard d'euros seraient aussi nécessaires pour recapitaliser les trois principales banques du pays, détenues directement ou indirectement par l'État. « *La Slovaquie est capable de s'en sortir toute seule*, a clamé le premier ministre devant le Parlement, mercredi 27 mars. *Le redressement de notre système bancaire est notre principale priorité, et le ministre des finances y travaille jour et nuit.* » Pour éviter de nouveaux

plans d'austérité et contenir la colère de la rue, Alenka Bratušek devra négocier avec ses partenaires de coalition, notamment avec les libéraux de la Liste citoyenne (DL) de Grigor Virant, précisément ceux qui avaient mis en place les mesures libérales du précédent gouvernement.

« *Quelle que soit la composition de l'exécutif, la mobilisation ne va pas faiblir*, pronostique le cinéaste Igor Koršič, un des leaders du mouvement de contestation populaire. *Durant des années, on nous a dit qu'en rejoignant l'Europe, qu'en entrant dans la zone Schengen, qu'en adoptant l'euro, nos conditions de vie allaient s'améliorer, mais tout cela s'est révélé faux. Nous ne voulons plus de grandes promesses mais des actes concrets pour remettre la politique au cœur de la cité, comme par exemple mettre en place un contrôle citoyen sur les membres du Parlement, adopter des mesures sociales d'urgence et, au niveau européen, s'opposer fermement à la politique libérale de la chancelière allemande Angela Merkel.* »

Las. La Slovaquie devrait présenter d'ici le 9 mai à l'Union européenne (UE) un plan d'action pour lutter contre la crise. Avec au menu, la privatisation « *d'une ou deux grandes entreprises publiques* ». Une banque pourrait être concernée.



A Maribor, des manifestants brûlent l'effigie du maire Franc Kangler, le 3 décembre. L'édile a démissionné. © Srdjan Zivulovic/Reuters

En novembre 2012, c'est dans l'ancien bastion ouvrier de Maribor que « l'insurrection slovène » avait débuté : la population était spontanément descendue dans les rues pour protester contre la privatisation du système de perception des amendes pour excès de vitesse. Depuis vingt ans, la deuxième ville du pays était devenue le « laboratoire » de toutes les politiques libérales menées en Slovaquie.

L'ancien édile, Franc Kangler, avait privatisé les transports en commun, la compagnie de retraitement des eaux, ainsi que les services de crémation des personnes décédées. Il est ainsi aujourd'hui deux fois plus cher de mourir dans cette ville que dans le reste du pays. Vilipendé par ses administrés, accusé de corruption, Franc Kangler a finalement jeté l'éponge en décembre, mais la vague de révolte qui s'était levée n'est jamais retombée.

Dans les rues de la ville, la silhouette d'Andrej Fištravec est facilement reconnaissable. Un chapeau de berger posé sur le haut du crâne, des lunettes qui pendent autour du cou, le nouveau maire de Maribor déambule sur le marché en saluant les badauds. « *Mon programme ? Aider les plus démunis, s'attaquer au chômage et aux problèmes sociaux, connecter les universités avec les entreprises, installer des jardins communautaires au centre de la ville.* »

Lors des élections municipales anticipées du 18 mars, ce professeur de sociologie a été élu dès le premier tour, avec plus de 50 % des voix, loin devant les candidats des partis traditionnels. « *Je participais aux manifestations depuis le premier jour, mais j'avoue que j'ai eu peur quand les gens sont venus me demander de me présenter. J'ai finalement réussi à récolter les signatures de soutien nécessaires sur Facebook et j'ai décidé de me lancer dans la bataille.* »

Le nouveau maire ne dispose que d'un an pour convaincre avant les prochaines municipales et l'expérience du pouvoir brisera certainement quelques illusions. Qu'importe, « l'insurrection slovène » s'est emparée de Maribor. En ce début de mois d'avril, le soleil peine encore à percer l'épaisse couche nuageuse qui stagne au-dessus de la Slovénie, mais, à en croire certains, le « printemps slovène » est peut-être pour bientôt. Et ce « printemps » pourrait bien aussi fleurir dans la Croatie voisine, qui doit rejoindre l'UE le 1^{er} juillet.

Immolations en série en Bulgarie

À quelques centaines de kilomètres plus à l'Est, une vague de protestation déferle aussi sur la Bulgarie, où les manifestations s'enchaînent depuis la mi-février. Le même cocktail est à l'œuvre qu'en Slovénie,

mêlant critique radicale des élites politiques locales, de leur corruption, de leur collusion avec les intérêts économique-criminels, et dénonciation des politiques européennes.

Dans le pays le plus pauvre de l'Union européenne, où le salaire moyen tourne autour de 370 euros par mois et où les retraites ne dépassent pas en moyenne 150 euros, les citoyens ont, ces derniers mois, observé avec effroi l'augmentation des tarifs de l'électricité. Privatisé sous le gouvernement de l'ancien premier ministre Siméon de Saxe-Cobourg Gotha (2001-2005), le réseau bulgare est aux mains de trois opérateurs privés qui se partagent sans vergogne le marché de l'électricité (les tchèques #EZ et Energo-Pro, ainsi que l'autrichien EVN). En janvier 2013, la moyenne des factures s'élevait à plus de 100 euros par foyer, une somme qu'une bonne partie de la population bulgare est dans l'impossibilité de régler.

Pour tenter de sortir de la crise, l'Autorité de régulation de l'énergie a décidé d'abaisser les prix de l'électricité des trois distributeurs d'énergie de près de 7 %. Une ristourne qui a bien peu de chance de calmer les esprits tant le malaise qui touche la société bulgare est profond. Mercredi 20 mars, un homme d'une quarantaine d'années s'est immolé par le feu dans le village de Sitovo, dans le nord-est du pays. Lundi 18 mars, un mineur de 59 ans originaire de Bobovdol avait déjà brûlé sous les yeux de son fils. Au total, sept personnes se sont immolées en moins d'un mois en Bulgarie et l'on ne compte plus les tentatives de suicide.

Un phénomène sans précédent qui a poussé l'Église orthodoxe bulgare à sortir de sa réserve. « *J'appelle tous les jeunes à ne pas attenter à leur vie, en aucune circonstance* », a déclaré le patriarche Neofit en mars. De son côté, le gouvernement a décidé de lancer un programme pour identifier les personnes à risques. Des experts sont censés fournir à la population les outils pour détecter les signes de dépression et prévenir toute velléité de suicide. Des mesures qui restent bien symboliques, le ministère de la santé ayant lui-même

admis que le plan ne pourrait montrer des résultats que « sur le long terme ». Seul problème, les Bulgares sont fatigués d'attendre.

« *Bulgarie, réveille-toi !* », « *L'avenir appartient à la jeunesse* », « *Mafia, mafia* ». Poussés dans les rues par la misère, les citoyens bulgares demandent désormais des comptes à leurs élites politiques. Comme en Slovénie, les partis politiques sont absents de ces rassemblements spontanés qui militent pour une meilleure représentation citoyenne au sein du Parlement. Dans les cortèges de manifestants, les revendications sont nombreuses : mise en place d'un moratoire sur le paiement des factures d'électricité, suppression de la TVA sur l'énergie électrique, ouverture d'enquêtes sur la privatisation des entreprises bulgares et sur l'utilisation des fonds européens, création d'un mécanisme législatif pour pouvoir faire perdre aux députés leur immunité avant la fin de leur mandat, ou encore écriture d'une nouvelle Constitution garantissant « *une participation plus active de la société civile dans les institutions de l'État* ».

L'extrême droite participe aussi aux manifestations – notamment le mouvement xénophobe Ataka – et l'on a pu entendre des slogans homophobes, ou hostiles aux Roms : ces dérapages illustrent bien la confusion politique dans laquelle se trouve la Bulgarie, où

n'existe aucune véritable force de gauche. Le Parti socialiste bulgare, héritier direct de l'ancien parti unique, partage le credo libéral dominant et ne peut pas représenter une alternative. « *C'est la première fois qu'un mouvement social remet en cause la route prise depuis vingt ans. Il ne s'agit pas de revenir au passé, mais de comprendre que d'autres choix sont toujours possibles* », note la sociologue Marija Ivanceva.

Devant la pression de la rue, et pour ne pas gâcher toutes ses chances de revenir sur le devant de la scène aux prochaines élections, le premier ministre (depuis 2009) Boïko Borissov a préféré jeter l'éponge le 20 février. Le président de la République, Rossen Plevneliev, a eu ensuite les pires difficultés du monde pour convaincre quelqu'un d'assurer l'intérim jusqu'aux élections législatives anticipées du 12 mai, les différents partis refusant de former un gouvernement. C'est finalement l'ambassadeur de Bulgarie en France, Marin Raïkov, qui s'est vu confier la lourde tâche de contenir la colère de la rue jusqu'au prochain scrutin. Le nouveau premier ministre aura notamment la délicate mission de maintenir la stabilité économique et financière du pays, aujourd'hui garantie par un mécanisme d'austérité au sein duquel la devise locale, le lev, est rattachée à l'euro. Pour donner des garanties aux Européens, le vice-président de la Banque centrale, Kalin Hristov, a été nommé aux Finances.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.